



La Confédération exige qu'UBS relève drastiquement ses réserves. La grande banque estime que cela menace sa compétitivité sur le plan international. *Rahel Zuber*

Voici les jobs qui disparaîtront si le siège d'UBS quittait la Suisse

Marché bancaire La grande banque négocierait toujours un transfert de sa direction aux États-Unis. Conséquence: des milliers de postes hautement qualifiés pourraient être biffés.

Nicolas Pinguely

Combien d'emplois seraient biffés chez UBS si son siège venait à être transféré à l'étranger? La question se pose à l'heure où les spéculations redoublent à ce propos. Le «Financial Times» s'est fait l'écho cette semaine de pourparlers entre le président d'UBS, Colm Kelleher, et le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent.

20% des postes pourraient être menacés

Des spécialistes bancaires donnent leurs estimations. Aujourd'hui, UBS emploie environ 34'000 personnes en Suisse. Quelque «20% des postes de travail pourraient être menacés en cas d'un tel transfert», juge un analyste financier romand, soucieux d'anonymat. Cela concerne-rait essentiellement Zurich, où la banque a son siège. «Les emplois à la direction financière, à la gestion globale des risques, à la direction comptable et fiscale, à l'analyse financière, à la gestion institutionnelle ou encore au suivi et reporting des portefeuilles de la clientèle», énumère-t-il.

Certaines équipes s'occupant des marchés financiers sont également susceptibles de partir. «Ce sont des activités qui pourraient être repositionnées près du régulateur américain, souligne le responsable de l'investissement d'une banque genevoise, qui lui aussi préfère l'anonymat. D'après ce dernier, si un transfert du siège devait survenir, «il pourrait toucher quelques milliers de collaborateurs hautement qualifiés».

Mais il n'y aurait pas de véritable saignée. Selon Shelby du Pasquier, associé chez Lenz & Staehelin, les suppressions d'emplois ne devraient pas concerner les employés «de la banque de détail du groupe UBS Switzerland SA» qui dessert sa clientèle suisse (PME, ménages, etc.). «Ce mouvement entraînerait toutefois assez rapidement un déplacement à l'étranger de la direction et de décideurs du groupe»,

ajoute-t-il. Contactée, la grande banque ne donne aucun détail sur d'éventuelles négociations avec l'administration américaine. «Comme nous l'avons dit à maintes reprises, nous souhaitons continuer à opérer avec succès en tant que banque mondiale depuis la Suisse», répond Nadine Merturi, porte-parole du géant bancaire.

Pour mémoire, UBS a entamé une profonde restructuration à la suite de la reprise de Credit Suisse en 2023. Dans ce cadre, environ



«Les activités de la banque en Suisse seraient protégées en cas de faillite.»

Shelby du Pasquier Associé chez Lenz & Staehelin

3000 postes de travail ont commencé à disparaître dans le pays, et plus de 30'000 vont être biffés dans le monde. «Les réductions d'effectifs s'échelonneront sur plusieurs années et seront principalement réalisées par le biais des départs naturels, des départs anticipés à la retraite, de la mobilité interne et de l'internalisation des fonctions externes», rappelle la porte-parole. À fin 2023, UBS comptait 112'000 postes de travail calculés sur la base d'équivalents plein-temps, contre environ 104'000 à fin septembre.

Les rumeurs sur un départ du

Emplois chez UBS par région

Nombre de personnes en équivalents temps plein

Régions / Pays	31.12.24	31.12.23
Amériques	26 360	27 638
dont : États-Unis	24 651	26 024
Asie-Pacifique	26 179	27 638
Europe, Moyen-Orient et Afrique (hors Suisse)	21 927	22 686
dont : Royaume-Uni	8 685	8 970
dont : reste de l'Europe (hors Suisse)	12 656	13 085
dont : Moyen-Orient et Afrique	586	631
Suisse	34 182	34 880
Total	108 648	112 842

Tableau: dhl / Source: UBSGroup - Annual report 2024

siège d'UBS à l'étranger sont liées au renforcement drastique des réserves exigé par la Confédération. Une stratégie destinée à limiter les risques de faillite de l'établissement. Ce dernier freine des deux pieds, redoutant de perdre en compétitivité face à ses concurrents internationaux.

Un cadre plus souple aux États-Unis

Si la banque venait à s'établir aux États-Unis, son autorité de surveillance deviendrait la Réserve fédérale américaine, et non plus l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Elle bénéficierait alors d'un cadre réglementaire plus favorable.

À l'inverse de la Suisse, les autorités étrangères ont tendance à relâcher la pression sur les banques. «L'administration Trump est en train d'alléger le cadre législatif bancaire, les Britanniques ont abandonné l'idée d'être plus restrictifs, et le chancelier allemand

Merz dit qu'une régulation trop forte est un frein au crédit et à la croissance», souligne Jérôme Schupp, responsable de l'investissement chez Prime Partners.

Lundi dernier, Friedrich Merz soulignait que «l'Europe a besoin de plus de souveraineté et de moins de bureaucratie et de règles bancaires qui la freinent», lors d'un sommet sur le numérique à Berlin, en présence d'Emmanuel Macron. L'Union européenne serait sur le point de mettre la pédale douce en la matière.

La Confédération doit négocier

Jérôme Schupp estime que Berne devrait faire preuve de pragmatisme. «UBS est aujourd'hui solidement capitalisée en comparaison internationale», relève le financier. Des solutions existeraient pour mettre de l'huile dans les rouages. «Au lieu d'exiger 23 ou 26 milliards de réserves supplémentaires, les autorités devraient

demander 10 milliards et un contrôle strict des engagements de la grande banque par la FINMA, sanctionnées par des rencontres bimensuelles avec le *team risk* d'UBS», détaille-t-il. Bref, on troquerait des fonds propres contre davantage de contrôles.

UBS ne serait plus aussi dangereuse que par le passé. Son profil de risque aurait significativement baissé. «UBS a un modèle d'affaires nettement moins risqué qu'en 2008 lorsqu'elle a été sauvée par la BNS, un modèle d'affaires également éloigné de ce qu'était Credit Suisse», poursuit Jérôme Schupp. Autrement dit, la grande banque est moins exposée aujourd'hui aux fluctuations et soubresauts des marchés financiers qu'hier, privilégiant la gestion de fortune, activité moins spéculative.

Le cash des ménages est en sûreté

Quid de la Suisse si un accident devait quand même survenir? L'argent des ménages serait protégé. UBS a mis en place un plan de résolution de crise, bien reçu par la FINMA. «Les activités de la banque en Suisse seraient protégées en cas de faillite, précise Shelby du Pasquier. Les activités bancaires en Suisse sont d'ores et déjà ségrégées du groupe.» Et ce, que le siège d'UBS soit basé à Zurich ou à New York.

Il n'y a pas que l'emploi bancaire qui souffrirait du départ de la direction générale du groupe. «On peut penser qu'à mesure que le centre de décision s'éloigne de la Suisse, l'importance que représente notre pays dans les initiatives stratégiques du groupe bancaire diminuera d'autant», explique l'associé de Lenz & Staehelin.

C'est là que le bât pourra réellement blesser. À terme, l'accès au prêt et au crédit, soit à l'oxygène de l'économie, pourrait s'avérer plus difficile pour les PME. Et ça, ce serait une (très) mauvaise nouvelle pour la croissance et l'emploi dans le pays.